

Entre les peuples d'Europe, l'Union est-elle sans cesse plus étroite ?

Jean De Ruyt, 8 Janvier 2018

Avec mon cv, il était difficile pour moi de ne pas choisir comme premier sujet d'intervention devant la classe des lettres un thème lié à l'Union européenne. Mais la publication récente par l'Académie d'un excellent document sur 'l'avenir de l'Union européenne' ne me rendait évidemment pas la tâche facile. C'est pourquoi j'ai voulu aborder le même sujet mais par un angle un peu particulier : en partant de la fameuse petite phrase incluse dans les traités qui appelle à une 'Union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe'.

Peu d'hommes politiques ou d'acteurs de la construction européenne osent encore aujourd'hui se référer à cette petite phrase. Elle constitue pourtant le premier considérant du préambule du traité de Rome : *'Déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens'*.

J'essayerai d'abord d'expliquer pourquoi cette phrase a une valeur très profonde. Ensuite, à sa lumière, je commenterai brièvement quelques-uns des défis que l'Union rencontre aujourd'hui :

- Le **Brexit** tout d'abord : il est la première véritable remise en question de 'l'union sans cesse plus étroite' entre membres actuels de l'Union. Mais, comme on le verra, la négociation a déjà mis en évidence que les liens tissés jusqu'à présent sont presque impossible à dénouer
- Ensuite, la **poursuite de l'intégration de l'Eurozone** : la crise financière a démontré qu'une 'union sans cesse plus étroite' entre ses membres est nécessaire à la survie de la monnaie unique

- Troisièmement, la **relation entre anciens et nouveaux membres de l'Union** : elle s'est détériorée récemment et risque, si on n'y fait pas attention, de retarder la convergence entre les deux groupes voire de remettre en cause l'acquis
- Quatrièmement, la poursuite de l'**élargissement** et la relation avec les peuples d'Europe qui n'ont pas vocation à rejoindre l'Union : quoi qu'on en pense, avec eux aussi, y compris la Russie et la Turquie, notre intérêt est de viser à des relations sans cesse plus étroites dans le monde global d'aujourd'hui

* * *

Pourquoi la référence à une Union sans cesse plus étroite est-elle importante ?

Comme le disait notre regretté Philippe de Schoutheete, parce qu'elle est en réalité, **le fil d'Ariane** de la construction européenne. La petite phrase du préambule du traité, disait-il, contient deux principes fondamentaux : d'abord qu'il s'agit bien d'une construction, d'un processus et non pas d'un projet précis ; ensuite qu'il s'agit d'une union entre les peuples et pas seulement entre les états.

Sur le deuxième point, Jean Monnet l'affirmait clairement '*nous ne coalisons pas des états, nous unissons des hommes*'. En parlant d'Union entre les peuples, il s'agit en fait de légitimer la dimension supranationale du traité, d'affirmer qu'il s'agit de bien plus qu'une alliance entre états ou un accord intergouvernemental.

Quant au concept d'union sans cesse plus étroite' lui-même, il indique, comme le notait Philippe, que l'Union européenne se définit non pas par sa finalité mais par son mouvement : on ne s'engage pas

à aller vers une Europe fédérale ou vers les Etats Unis d'Europe. On s'engage seulement à se rapprocher petit à petit les uns des autres.

Echaudés par les promesses illusoires du congrès de la Haye de 1949 et par l'échec de la Communauté européenne de défense en 1953, les pères fondateurs s'en sont remis à la sagesse de Jean Monnet et de Robert Schuman : celui-ci, en annonçant la création de la CECA en 1950, déclara que *'L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait'*. C'est une de mes citations favorites pour expliquer le développement de l'Union européenne. En effet :

- C'est la réussite de la **CECA** qui a permis la création de la Communauté Economique Européenne. Le **traité de Rome** a été une réussite grâce à sa modestie institutionnelle et bien que celle-ci ait été contestée d'emblée par le rejet français du vote à la majorité qualifiée
- Quand, 20 ans après, pour enfin réaliser le marché intérieur communautaire, on décida pour la première fois de modifier le traité de Rome, les fédéralistes européens se lamentèrent parce qu'on avait adopté un instrument apparemment procédural, **l'Acte Unique**, et non pas, plutôt, le traité proposé par Altiero Spinelli qui établissait une union européenne *ready made* - mais qui n'avait aucune chance d'être accepté ni par les gouvernements ni par les peuples d'Europe
- En réalité, c'est l'Acte unique qui a permis que l'on crée quelques années plus tard, à **Maastricht**, l'Union politique, venue à point nommé pour permettre à l'Europe de faire face aux défis de l'après-guerre froide. Et ainsi de suite, petit à petit - et non pas 'par une construction d'ensemble' - l'union est

devenue plus étroite non seulement entre ses membres initiaux, mais en intégrant la majorité des états du continent

- Dans l'enthousiasme du nouveau millénaire, on commit l'erreur de vouloir faire adopter un **traité 'constitutionnel'**, qui, même s'il ne l'était pas vraiment, a effarouché les citoyens. Et ceux-ci, comme on le sait, l'ont rejeté avec fracas dans deux des pays fondateurs, la France et les Pays Bas, provoquant une crise de laquelle nous ne sommes pas encore vraiment sortis aujourd'hui
- Heureusement, on en est revenu rapidement à la méthode des petits pas : Le **traité de Lisbonne**, conclu en 2007, bien qu'il reprenne toutes les innovations institutionnelles de la fameuse 'Constitution', se présente comme un modeste complément des traités existants. Il reprend d'ailleurs dans son premier article la formule figurant dans tous les traités qui ont suivi l'Acte unique - sauf justement le traité constitutionnel : *'le présent traité marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe'*. Une nouvelle étape donc, ce qui signifie qu'il y en aura d'autres. Quant à la finalité, elle n'est, à dessein, pas décrite de manière plus précise que dans le traité de Rome.

1. Les illusions du Brexit

Cette approche progressive de la construction européenne **avait le don de rendre fou le premier ministre britannique David Cameron.**

Déjà dans son fameux discours au siège londonien de Bloomberg en janvier 2013, Cameron avait demandé que le Royaume Uni puisse échapper à l'engagement d'une Union sans cesse plus étroite. Il en fit plus tard une des quatre conditions pour qu'il encourage à voter

'remain' dans le referendum qu'il avait imprudemment programmé pour juin 2016.

Et il obtint largement gain de cause ! Dans l'accord conclu en février 2016 entre le Royaume Uni et les 27 autres états membres, le Conseil européen, malgré les protestations virulentes de notre premier ministre Charles Michel, déclara que cette référence à une *'union sans cesse plus étroite'* ne peut empêcher les différents États membres *'d'emprunter différentes voies d'intégration ni contraindre l'ensemble des États membres à aspirer à un destin commun'*.

Cette courbe rentrante des 27 n'empêcha pas l'échec du referendum sur le Brexit. Et, très vite, la réalité de la négociation sur la sortie du Royaume Uni démontra que cette courbe rentrante était en fait mal pensée.

Une des leçons que l'on peut déjà tirer du pénible exercice entamé il y a 9 mois est **qu'il n'est pas possible d'emprunter des 'voies différentes d'intégration'** ! On ne peut être que dedans ou dehors. Le 'cherry picking' n'est pas extensible au domaine du marché intérieur et des 4 libertés. On ne peut pas rester dans le marché unique et échapper à la libre circulation des citoyens ; si le Royaume Uni quitte l'Union douanière, il n'est pas possible de ne pas rétablir une frontière entre les deux Irlande.

Ce sera toute la difficulté de la négociation qui va s'entamer ces mois-ci entre Londres et les 27 sur leur relation d'avenir. Le problème en effet est que **cette négociation ne peut rien apporter de positif**, ni pour le Royaume Uni, ni pour les 27 :

- En retrouvant sa souveraineté, le Royaume Uni sera bien en peine de trouver des pays tiers prêts à négocier des **accords**

commerciaux plus favorables que ceux qu'ils ont conclu ou qu'il négocient avec l'Union

- Les **pêcheurs** Britannique récupéreront leurs eaux nationales mais ne pourront plus aller chercher le hareng là où il se trouve, en Norvège et au Danemark
- La **City de Londres** déploie toutes ses ressources de lobbying pour pouvoir continuer à gérer les transactions sur l'Euro mais se heurte à un mur car les services financiers sont indissociables du reste du marché intérieur

Par ailleurs, le gouvernement britannique lui-même est déjà en train de multiplier les exceptions à son retrait :

- Il est déjà acquis que **le statut des citoyens** européens résidents au Royaume Uni au moment du Brexit et celui des britanniques installés dans les 27 seront maintenus tel quel
- Londres a déjà demandé que les coopérations en matière de lutte contre le **terrorisme** ou sur la **politique migratoire** demeurent tant que possible ce qu'elles sont actuellement
- Les milieux scientifiques des deux côtés de la Manche insistent pour que les britanniques puissent continuer à participer à l'Europe de la **recherche** dont ils sont un des participants les plus dynamiques
- Quant à la **défense**, Theresa May a déjà déclaré que Londres voulait poursuivre sa participation à l'effort européen et même qu'elle était disposée à participer de manière plus étroite aux projets européens que ne l'étaient ses prédécesseurs avant le referendum.

Les Britanniques donc, veulent récupérer leur souveraineté, échapper à la cour européenne de justice, contrôler l'immigration mais en même temps ils sont contraints de tenter de continuer à bénéficier au

maximum des avantages acquis du membership. Pour les 27, dès lors, la négociation sur l'avenir de la relation consistera essentiellement à démontrer les limites de ce qu'on appelle le 'cherry picking', c'est à dire que le marché intérieur, l'union douanière et la liberté de circulation forment un tout indissociable.

Pour le moment, c'est l'ambiguïté qui règne. Elle a permis de passer à la deuxième phase de la négociation mais se heurtera rapidement à la réalité. L'expression inventée en décembre dernier pour convaincre qu'il ne faudrait pas rétablir de frontière entre les deux Irlande est révélatrice à cet égard : Mme May s'est engagée à maintenir un 'regulatory alignment' entre la république d'Irlande et le Royaume Uni, une promesse qui ne peut être raisonnablement tenue qu'en maintenant le Royaume Uni dans le marché unique et l'union douanière, alors que la position officielle est qu'il en sortira dès le lendemain du Brexit.

Tout l'effort qui va commencer bientôt ou bien échouera dramatiquement, ou bien aboutira in fine à reconstituer d'une autre manière une union aussi étroite que celle à laquelle on était arrivé entre le Royaume Uni et les autres états membres au moment du referendum.

Ainsi, on aura démontré par l'absurde que la petite phrase sur 'l'union plus étroite' ne signifie pas seulement, comme certains l'interprètent que les peuples d'Europe ont renoncé à se faire la guerre et qu'elle n'a donc plus de portée concrète. Au contraire, on pourrait dire que sa portée actuelle est en réalité beaucoup plus vaste : elle signifie que, dans le monde d'aujourd'hui, les peuples d'Europe ne sont plus les maîtres de l'univers. **Ils ne sont plus, tous ensemble, qu'un pôle parmi les autres du monde global.** Et ce n'est qu'ensemble, en se rapprochant sans cesse, Royaume Uni compris, qu'ils pourront encore

défendre leur place face aux puissances établies ou émergentes des autres continents.

Il sera évidemment très difficile de faire passer ce message dans le 'Sun' ou de faire revenir en arrière un pays qui n'a jamais vraiment accepté la perte de souveraineté qu'implique le membership dans l'Union européenne. Mais, malheureusement pour nos amis britanniques, il n'y a pas vraiment de troisième voie.

2. L'intégration de la zone euro

Un domaine auquel le concept d'union sans cesse plus étroite s'applique évidemment le mieux est celui de l'intégration de la zone Euro.

Comme on le sait, quand les dispositions sur l'union économique et monétaire ont été introduites dans le traité de Maastricht en 1992, les négociateurs, tout en étant ambitieux sur l'objectif - celui de créer une monnaie unique - ont du se montrer très **prudents quant à la portée des engagements pris par les états en matière de solidarité.**

Ainsi, le traité interdisait carrément aux membres de la zone euro de s'accorder une aide financière les uns aux autres et, à la lire, l'action de la Banque Centrale Européenne doit être rigoureusement circonscrite à la lutte contre l'inflation. C'était le prix à payer pour que l'Allemagne accepte de renoncer au Deutsche Mark.

Mais ces précautions ont été balayées par la **crise financière de 2008.** Pour aider la Grèce, l'Irlande et le Portugal :

- On a modifié formellement la disposition du traité qui empêchait de le faire et **créé un mécanisme européen de stabilité l'ESM**

(European Stability Mechanism) pour renflouer les états en difficulté

- On a laissé Mario Draghi faire **'tout ce qu'il fallait'** pour sauver l'Euro
- On a aussi, assez vite, confié à la Banque Centrale Européenne la supervision des banques dites systémiques et créé un fonds de résolution pour les banques en faillite financé par les banques elles-mêmes. Les réticences allemandes empêchent encore toutefois de parachever **'l'Union bancaire'** en mutualisant la couverture des dépôts bancaires individuels en cas de faillite.

Ces progrès ont été réalisés 'dans la tempête' que décrit Herman Van Rompuy dans son merveilleux petit livre sur son passage à l'Union. Mais les économistes s'accordent pour considérer que ce qui a été décidé jusqu'à présent n'est pas suffisant pour que l'Euro soit définitivement à l'abri des crises. Il faut **une plus grande intégration des politiques budgétaires des états et une centralisation du pouvoir de décision en matière financière**. Autrement dit, une union plus étroite entre les membres de la zone est nécessaire dans un des domaines les plus sensibles de la souveraineté nationale : la politique budgétaire.

Une grande négociation va commencer à ce sujet dès que l'Allemagne aura réussi à constituer un gouvernement - sans doute ce printemps. Les paramètres en sont connus :

- Certains, menés par la France de Macron, voudraient donner plus d'autonomie à la zone euro par rapport au reste de l'Union en la dotant **d'un budget et d'un ministre des finances propres**
- La Commission voudrait que ce ministre des finances soit aussi le commissaire en charge des matières économies et financières, selon la formule du **'double hatting'** dont jouit la haute

représentante pour la politique étrangère. Juncker voudrait aussi transformer le ESM en un **Fonds Monétaire Européen**, qu'il voit comme une sorte d'agence dépendant de la Commission

- L'Allemagne, en tout cas du temps de Wolfgang Schäuble, voulait aussi que l'on transforme l'ESM en Fonds monétaire européen mais pas pour le soumettre à la Commission. Au contraire pour que la supervision de la politique budgétaire des états **redevienne intergouvernementale** et échappe donc à la surveillance trop débonnaire de la Commission.

On retrouve donc ici tous les ingrédients d'une négociation communautaire classique. Même si le résultat n'est pas conforme aux ambitions des plus intégrationnistes ou des partisans de l'Europe à deux vitesses, il devrait faire franchir un pas substantiel dans l'intégration, démontrant ainsi qu'au niveau de la zone Euro en tout cas, l'Union doit être plus étroite, sous peine de voir éclater une nouvelle crise dont la monnaie unique ne se remettrait pas.

3. La relation entre anciens et nouveaux états membres

Le problème est que tous les membres de l'Union ne sont pas membres de l'Eurozone. Le projet du président Macron, avec son budget séparé pour l'Eurozone, est évidemment un pied de nez à la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie et les autres états qui ne remplissent pas encore les critères ou qui ne veulent pas à ce stade rejoindre la zone euro. On en vient ainsi à la question de l'Europe à deux vitesses, ou plutôt celle de la fracture Est Ouest, qui est en train de s'étendre dangereusement ces dernières années.

C'est **la question migratoire** et la politique d'asile qui opposent le plus en ce moment l'Ouest et l'Est de l'Union.

En 2015, comme on le sait, les migrants ont commencé à affluer en masse dans l'Union, non seulement, comme les années précédentes, via la Libye vers l'Italie mais aussi à travers la Turquie vers l'Allemagne via ce qu'on a appelé '**la route des Balkans**'.

Une bonne partie de ces migrants venaient de Syrie ou d'Afghanistan, fuyant des zones de guerre et avaient donc de ce fait le droit d'obtenir l'asile. Le problème est que le régime européen d'asile repose sur un accord ancien, la **convention de Dublin**, qui prescrit que l'asile ne peut être demandé que dans le pays d'arrivée, ce qui au sein de l'Union donne une charge tout à fait disproportionnée à l'Italie et à la Grèce.

C'est pourquoi Jean Claude Juncker a cru logique de suggérer en 2015 que l'on établisse, au sein de l'Union, une **réparation par quota** des bénéficiaires de l'asile entre tous les états membres. Mais cette proposition, encouragée par l'extraordinaire volontarisme de Angela Merkel, a soulevé **un tollé inattendu dans tous les pays de l'Est** de l'Europe qui ont vigoureusement réagi et continuent à refuser, même sous la menace de sanctions, d'accueillir des migrants sur leur territoire.

Le président de la Commission a sans doute surestimé sa légitimité à prendre des initiatives dans un domaine qui reste proche de la souveraineté nationale. Mais ce que cette question a surtout fait apparaître, c'est la **différence de 'culture'** si l'on peut dire entre l'Est et l'Ouest de l'Europe sur ces questions: non seulement les pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas habitués comme les nôtres à accueillir des migrants depuis plusieurs générations mais ils ont aussi le sentiment que pour eux la priorité est de récupérer leur identité nationale que les années de communisme avaient estompée - et ils n'acceptent pas que l'Union interfère en leur imposant quoi que ce soit.

Ce 'gap' culturel est particulièrement sensible dans deux pays, **la Pologne et la Hongrie**, où des majorités absolues de droite ont commencé à voter des lois incompatibles avec l'état de droit et les valeurs fondamentales de l'Union. La Commission a réagi avec beaucoup de doigté mais cette interférence de l'Union sert elle-même d'argument par ces régimes pour renforcer leur identité propre, quitte à ignorer ou même rejeter la compétence de l'Union dans le domaine des droits fondamentaux.

Les 'vieux' états membres sont embarrassés et certains sont tentés de réagir par un chantage à l'octroi des fonds structurels, dont ces pays sont les plus grands bénéficiaires. La question sera au cœur du débat sur les **nouvelles perspectives financières pluriannuelles** qui va s'ouvrir ces jours-ci. Il faudra être très attentif à ce que ce débat - toujours difficile - n'agrandisse encore la fracture Est Ouest.

4. L'élargissement et la politique de voisinage

Le fait que l'assimilation des pays d'Europe centrale et orientale se révèle plus difficile qu'on ne l'imaginait, a amené l'Union européenne à **freiner le processus d'élargissement ultérieur**.

Ainsi, Jean Claude Juncker avait promis à son arrivée à la Commission en 2014 qu'il n'y aurait pas de nouvelle adhésion pendant les 5 ans de son mandat - et il en sera bien ainsi.

Mais ce message a évidemment été mal perçu dans la région des Balkans occidentaux ou les pays candidats, à qui l'on avait promis l'adhésion, font des efforts majeurs pour se rapprocher de l'Union européenne et satisfaire les conditions de plus en plus nombreuses et exigeantes de la négociation.

Aussi, en septembre dernier, le président de la Commission a changé de ton. Il a déclaré qu'il fallait '**maintenir une perspective d'adhésion crédible pour les Balkans**' et annoncé que la Commission adoptera, en février 2018, une stratégie renforcée, axée sur la Serbie et le Monténégro.

Une certaine urgence se fait sentir du fait de la stagnation économique de la région mais aussi pour contrer **l'intention clairement affirmée de la Russie** (et aussi des groupes islamistes !) de combler le vide actuel. L'histoire et la géopolitique d'ailleurs incitent à croire que la région des Balkans ne sera stabilisée que lorsque non seulement la Croatie mais aussi la Serbie aura rejoint l'Union.

Le **Montenegro et la Serbie** donc, comme le note la Commission elle-même, sont 'dans le peloton de tête' et pourraient adhérer dans quelques années. **L'Albanie et la Macédoine** ont le statut de pays candidats et attendent la recommandation de la Commission pour que la négociation puisse commencer. La Macédoine, toutefois, n'a toujours pas réglé son problème de nom avec la Grèce. Quant à la **Bosnie Herzégovine et le Kosovo**, ils ont tous-deux vocation à rejoindre un jour l'Union mais il faudra d'abord qu'ils démontrent qu'ils sont des états viables, ce qui n'est malheureusement pas évident à ce stade.

Avec la **Turquie**, la négociation est gelée pour le moment, ce qui ne semble pas préoccuper beaucoup le président Erdogan, ni d'ailleurs la plupart des membres de l'Union. Certains d'entre ceux-ci voudraient même que l'on dise explicitement qu'elle ne sera pas poursuivie. Mais ils n'auront pas gain de cause. Parce que la Turquie est un membre de l'OTAN mais aussi parce qu'il n'est pas possible de décider qu'elle n'appartient pas aux 'peuples d'Europe'.

Le froid avec la Turquie n'empêche d'ailleurs pas le succès de l'accord négocié il y a un an avec Angela Merkel pour y maintenir les réfugiés syriens. La fin de la guerre en Syrie sera sans doute le moment de rebattre les cartes avec ce voisin difficile.

Un voisin plus difficile encore est évidemment **Vladimir Poutine**.

Si Gorbatchev entretenait l'illusion d'une maison commune européenne, si Eltsine donnait l'impression de vouloir rapprocher la Russie du reste de l'Europe, le maître actuel du Kremlin a clairement tourné le dos à toute idée d'intégration ou même d'association de la Russie à l'Union européenne. Son ambition est de redonner à la Russie sa place de grande puissance mondiale que, dans son esprit, les vainqueurs de la guerre froide ont voulu lui enlever.

Ceci pose aussi évidemment la question des **limites de l'empire qu'il veut reconstituer**. C'est à dire, du point de vue de l'Union, de la relation avec les pays de la zone grise, regroupés dans une construction hybride qu'on appelle le '**partenariat oriental**' - Ukraine, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan. Ce sont des pays européens. Ils ont donc en principe vocation à faire partie de notre 'Union sans cesse plus étroite'. Mais est-il sain de leur faire miroiter l'adhésion, tout en sachant que la Russie en ferait un casus belli?

Le problème a été exacerbé par **la crise ukrainienne** et l'annexion de la Crimée, qui a amené l'Union et les Etats Unis à imposer des sanctions à la Russie. L'accord de Minsk constitue une sorte d'armistice plus ou moins respecté en Ukraine mais la tension reste vive, de même qu'en Géorgie, sollicitée également par les deux parties.

La situation est tendue au point que **l'OTAN** a dû organiser une présence crédible dans les pays baltes et en Pologne. Certes, la Russie n'a pas l'intention d'attaquer les pays baltes. Elle n'a d'ailleurs pas les moyens de la politique qu'elle prétend mener et, malgré sa taille, sans sa capacité de nuisance, elle n'aurait pas même droit au statut de grande puissance. Il faut donc **ne rien lui céder mais ne pas la provoquer non plus**. Il faudra surtout faire preuve de beaucoup de patience, de vigilance, mais aussi de réalisme, dans la gestion de notre relation de voisinage, tant que Poutine sera là et que les Russes compteront sur lui pour retrouver leur fierté.

Conclusion

A la question 'entre les peuples d'Europe l'union est-elle sans cesse plus étroite' ? la réponse doit être, selon moi, **largement positive** : La dynamique de l'intégration européenne a bien joué comme l'espéraient les pères fondateurs :

- La communauté économique a réussi au point que **le marché intérieur européen est presque impossible à quitter**, comme le constatent les britanniques
- L'Union monétaire a résisté à la crise financière et devrait progresser encore, par **l'approfondissement de l'Eurozone** et aussi son élargissement, qui devrait un jour l'étendre à tous les états membres
- La monnaie unique, en partie du fait de la crise, a imposé une **harmonisation spectaculaire des politique fiscales** nationales et fait de la banque centrale européenne un leader mondial
- L'Union politique, après l'expérience douloureuse de la guerre de Yougoslavie a donné naissance à une véritable **défense européenne propre**, qui est en plein développement, et doté

l'Union d'un véritable ministre des affaires étrangères et d' une **diplomatie européenne**

- L'Europe des citoyens, le troisième pilier de Maastricht, a servi de base à l'accord de Schengen et à la **suppression des frontières intérieures** entre ses membres ; elle a aussi généré une **politique commune face au défi de la migration** qui commence à porter des fruits.

En **bémol**, il faut constater que le grand élargissement du début des années 2000 n'a pas encore intégré suffisamment les nouveaux états membres. La situation actuelle est dangereuse et il faudra être attentif dans les années qui viennent à combler les fractures et à renforcer l'homogénéité de l'Union.

Il reste aussi **une fracture Nord Sud**, qui avait été exacerbée par la crise financière et l'intransigeance de l'Allemagne en matière budgétaire. Mais elle tend à se réduire. L'Espagne, le Portugal et même la Grèce ont retrouvé le chemin de la croissance mais pas vraiment l'Italie : les élections en mars dans ce pays sont les dernières d'une longue série qui ont vu le populisme que l'on craignait tant, tenu en respect. Elles risquent, malheureusement, de lui donner une dernière chance.

J'aurais pu aborder beaucoup d'autres sujets - notamment justement celui du populisme et de la distance entre les institutions de l'Union et ses citoyens. Bruxelles est, pour beaucoup, trop loin, trop compliquée, trop arrogante parfois, trop facile surtout à charger de toutes les misères. Mais beaucoup de ces griefs viennent de la méconnaissance de ce que l'Union européenne est vraiment. Et, sur ce point, je vous renvoie au petit livre de l'Académie, qui s'attache remarquablement à ce travail d'explication.